

« Le défi européen : protéger les gens tout en restant des sociétés ouvertes »

UE Herman Van Rompuy plaide pour une « vision large » de la relance européenne

► Le think-tank présidé par l'ex-président du Conseil européen a publié un rapport pour un « Nouveau pacte pour l'Europe ».

► Un échafaudage de compromis qui intègre tous les défis et les ingrédients sur lesquels les Européens se divisent depuis des années.

ENTRETIEN

Le rapport final du projet « Nouveau pacte pour l'Europe » est le résultat des réflexions cumulées et échangées d'une dizaine de think-tank européens, de quelque 150 débats de dimensions diverses tenus sur une période de cinq ans – *Le Soir* a participé ou coorganisé certains d'entre eux – et dont l'objectif était de produire une contribution marquante sur l'avenir de l'Europe. Pour le résumer en quelques mots, le rapport « Redynamiser l'Europe » combine dans un échafaudage de compromis tous les ingrédients connus des grands défis européens, mais sur lesquels les divisions n'ont cessé de s'accumuler.

À quelques jours de la présentation par la Commission européenne de ses propositions sur la réforme de l'Union économique et monétaire, l'une des étapes majeures de l'approfondissement de l'intégration européenne à venir. *Le Soir* a rencontré Herman Van Rompuy, l'ex-Premier ministre belge et président du Conseil européen de 2009 à 2014. Il est aujourd'hui président du European Policy Centre qui a piloté le projet, et son directeur, Janis Emmanouilidis, a rédigé le rapport final. (1)

Vous mentionnez dans votre introduction « l'Agenda des leaders » proposé par le président du Conseil Donald Tusk

et adopté par les 28 pour cadrer leurs travaux sur la relance de l'Europe, mais en remarquant qu'il lui manque une « perspective large ». Quelle est cette perspective que vous suggérez ?

Je suis très favorable à cet Agenda : il porte sur l'Union économique et monétaire (la zone euro, NDLR), la zone Schengen, des questions institutionnelles comme les listes transnationales ou les candidatures à la présidence de la Commission... Mon seul souci est qu'à travailler sur ces sujets séparément sur une longue période, on risque que les citoyens perdent la source d'inspiration de tous ces efforts. Nous devons réconcilier nos citoyens avec le projet européen. De quoi s'agit-il dans tout cela ? De rester fidèles à nos sociétés ouvertes, nos économies ouvertes et notre démocratie ouverte. Un chapitre du rapport traite du renforcement démocratique et, par contraste, des tendances autoritaires et illibérales que l'on voit dans certains pays : il faut convaincre les gens de nous tenir au modèle qui nous a apporté la prospérité et d'énormes opportunités, mais tout en leur donnant le sentiment qu'ils sont protégés.

... les mots d'Emmanuel Macron.

Oui, c'est ce qu'on me répète : mais je les ai utilisés déjà dans mon discours de réception du prix Charlemagne en 2014, et c'est François Mitterrand qui a inventé « l'Europe qui protège ». Contre quoi faut-il protéger ? Contre le chômage, l'immigration illégale massive, le changement climatique, les dumpings social, commercial et fiscal : les gens ont l'impression d'être impuissants, et parfois même les gouvernements paraissent impuissants car on ne peut agir efficacement dans ces domaines qu'au niveau européen. Protéger les gens tout en restant des sociétés ouvertes : voilà de quoi il s'agit. C'est ce que le président Macron a su dégager comme perspective dans

son discours de la Sorbonne. Mais, en toute modestie, ce que nous proposons va plus concrètement dans les détails.

Mais les citoyens veulent-ils une vision, ou que leurs problèmes soient traités ?

La conversion d'un projet est toujours dans le concret. Et c'est là qu'on voit si vous en avez la volonté politique ou non.

La conception que nous développons est de construire sur chaque sujet des solutions « gagnant-gagnant ». Par exemple sur la réforme de la zone euro, il y a d'une part ceux qui mettent l'accent sur la responsabilité et la compétitivité (l'Allemagne et les pays nordiques, NDLR) et il y a ceux qui insistent sur la solidarité et la providence (la France et le Sud, NDLR) : il faut que ces deux préoccupations se retrouvent dans chacune des mesures qui sera proposée dans le cadre de la réforme de la zone euro, comme d'ailleurs de l'espace Schengen. Par ailleurs, il faut être ambitieux, mais pas trop : car vous risquez de relever trop haut les attentes, avec le risque de la déception derrière.

Qu'y a-t-il de différent qui laisse penser qu'un grand compromis tel que vous le proposez est possible aujourd'hui ?

Après le référendum du Brexit, l'élection de Trump, tout le monde a cru qu'on allait connaître une annus horribilis en Europe cette année. Cela n'a pas été le cas, mais la crainte de cette « année horrible » reste très fraîche dans les esprits, et les tendances populistes et autoritaires n'ont pas disparu.

Par ailleurs, l'axe franco-allemand relancé avec Macron, même si l'avènement d'une coalition à Berlin prend un peu de retard, offre un momentum. Mais cet axe ne suffira pas : leur initiative devra être inclusive, englober bien au-delà de la France et de l'Allemagne.

« La conception que nous développons est de construire sur chaque sujet des solutions “gagnant-gagnant” »

L'une des explications que l'on donne à la montée des populismes est le sentiment des électeurs qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques que leur proposent indifféremment la plupart des gouvernements. Est-ce un vrai problème ?

Les démocraties restent nationales. Mais beaucoup de gens comprennent aujourd'hui que les problèmes majeurs dépassent les capacités des démocraties nationales et que la dimension européenne est indispensable. Le Brexit a été en ce sens un choc. En Grande-Bretagne même, les gens découvrent jour après jour qu'une démocratie nationale ne peut résoudre seule les problèmes. En Catalogne aussi, les gens ont compris qu'on leur a menti en leur disant que l'UE les accueillerait à bras ouverts, qu'il n'y aurait pas de conséquence économique à l'indépendance, etc. Et il est piquant de constater maintenant que le Front national en France a fait marche arrière sur l'abandon de l'euro, que les 5 Etoiles italiens ont voulu rejoindre au Parlement européen le groupe libéral pro-européen, et qu'en Autriche même l'extrême droite lors de la récente campagne électorale n'a pas prôné la sortie de l'UE ni de l'euro. Cela montre que les populistes, qui veulent rester populaires, sentent bien que les électeurs ont complètement intégré la nécessité du niveau européen, auquel il n'y a pas d'alternative. Ce manque-là d'alternative n'est peut-être pas le meilleur argument pour l'Europe, mais c'est une autre question. En tout cas, les gens ont compris cette nécessité. ■

**Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ**

(1) www.newpactforeurope.eu. Détail notable : le projet a été rendu possible par le soutien conjugué des fondations Roi Baudouin et Bertelsman. Et c'est l'Institut Egmont qui a piloté le volet belge du projet.

Herman Van Rompuy

Herman Van Rompuy a été le premier président permanent du Conseil européen. Il a été élu pour la première fois en novembre 2009, puis a été réélu pour un second mandat allant de juin 2012 à novembre 2014. Il a été remplacé par Donald Tusk le 1^{er} décembre 2014.

En Belgique, il a été président de la Chambre du 12 juillet 2007 au 30 décembre 2008, avant d'être nommé Premier ministre, poste qu'il a quitté onze mois plus tard pour rejoindre l'Europe.